

PCLG NEWS! PCLG NEWS! PCLG NEWS!

Édition N°1 - 2007

Le premier numéro de PCLG NEWS! vous souhaite la bienvenue ! Il s'agit d'un magazine trimestriel qui entend vous tenir au courant des faits nouveaux intervenus dans les travaux entrepris sur les interactions entre conservation et pauvreté.

L'une des fonctions du *Poverty and Conservation Learning Group* (PCLG) (Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation) est de surveiller de près les différentes initiatives qui explorent les liens entre conservation et pauvreté (quel que soit leur contexte, qu'il s'agisse de vastes initiatives sur l'interaction entre pauvreté et environnement ou d'actions ciblées sur des secteurs spécifiques comme les forêts ou les aires protégées). Le premier numéro de PCLG NEWS fait le point sur les différentes initiatives que nous avons identifiées – et dont un certain nombre avaient été présentées lors de la première réunion du groupe en décembre 2005. Cela n'a pas été tâche facile et les difficultés que nous avons rencontrées pour dépister certaines de ces initiatives confirment l'utilité de cette fonction et suggèrent que toutes ont un besoin urgent de passer en revue la façon dont elles partagent l'information. Lorsque les initiatives ont été en mesure de réfléchir aux leçons tirées de leurs travaux, ces enseignements sont repris dans notre mise à jour. Toutefois, notre conclusion, suite aux efforts que nous avons déployés au cours des deux derniers mois pour préparer ce magazine, est que, si beaucoup de progrès ont été accomplis en termes de mise en oeuvre des activités et des recherches souhaitées, bon nombre des initiatives n'ont pas encore eu le temps et les ressources pour réfléchir à la façon dont leurs activités ont contribué à une meilleure appréciation des liens entre pauvreté et conservation. Nous aimerions explorer avec les membres la possibilité d'organiser une rencontre d'apprentissage lors de laquelle nous pourrions directement nous pencher sur cette question en offrant un forum de discussion sur l'apprentissage à ce jour et sur sa contribution au vivier de connaissances qui sous-tend notre appréciation de la nature et de l'ampleur des liens entre pauvreté et conservation (voir le cadre conceptuel du PCLG pour obtenir une analyse de certaines des hypothèses formulées à propos de ces liens).

Initiatives couvertes dans ce magazine

1. Initiatives pauvreté-environnement

- Initiative Pauvreté et Environnement (PEI)
- Partenariat Pauvreté-Environnement (PEP)
- Programme Pauvreté et Environnement
- Initiative Pauvreté rurale et environnement
- Ministres de l'Environnement et du Développement de l'OCDE

3. Initiatives sectorielles

Aires protégées

- Impacts socioéconomiques des aires protégées
- TILCEPA
- Vision 2020

Forêts

- ARPIP

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

2. Initiatives pauvreté-conservation de la biodiversité

- Faire progresser la conservation dans un contexte social
- Réseau Care ICD
- Initiative Conservation et Réduction de la Pauvreté
- Initiative Équateur
- Programme des moyens de subsistance de FFI
- Programme Nature et Pauvreté
- SwedBio

- Paiements équitables pour les services des bassins versants
- Groupe d'apprentissage sur la gouvernance forestière
- Réseau Pauvreté Environnement (PEN)
- Profor

Zones humides

- Groupe de travail sur les zones humides et les moyens de subsistance
- Projet sur les zones humides et la réduction de la pauvreté

Voir à la fin de ce bulletin les rubriques *Comment être utile ; Ressources gratuites et PCLG News - Dernière Minute*

Grandes initiatives sur la pauvreté et l'environnement

1. Initiative Pauvreté et Environnement (*Poverty Environment Initiative – PEI*)

Lorsqu'elle a été mise sur pied, l'Initiative Pauvreté et Environnement était une initiative du PNUD soutenue par le Département du Royaume-Uni pour le Développement international (DFID) et la Commission européenne (CE). Elle se qualifiait de "réseau mondial de développement des capacités sur la pauvreté et l'environnement" et elle entendait aider les pays en développement à renforcer leurs propres capacités à s'attaquer à la réduction de la pauvreté par le biais d'une gestion saine de l'environnement. La PEI a travaillé dans 5 pays (Tanzanie, Kenya, Cambodge, Vietnam, Honduras) au niveau national, appuyée par des fonds gérés localement pour soutenir les initiatives locales.

Une initiative semblable a été lancée par le PNUE en 2004 et se concentrait sur sept pays d'Afrique : Kenya, Mali, Mauritanie, Mozambique, Rwanda, Tanzanie et Ouganda. Le but du "Projet Pauvreté & Environnement" était d'accroître la capacité des pays en développement à intégrer l'environnement dans leurs politiques et programmes de réduction de la pauvreté. Compte tenu des recoupements avec la PEI du PNUD, les deux agences ont décidé de lancer une nouvelle initiative conjointe en 2005 – elle aussi baptisée Initiative Pauvreté et Environnement (*Poverty and Environment Initiative – PEI*). Les principaux objectifs de la nouvelle PEI sont d'accroître la capacité des pays en développement à intégrer un environnement durable dans les processus nationaux de développement (en mettant l'accent sur la mise en oeuvre de projets pilotes dans les sept pays d'Afrique cités plus haut) et de sensibiliser l'opinion aux interactions entre pauvreté et environnement.

Les projets nationaux visent à mettre l'objectif d'environnement durable au coeur des stratégies nationales de développement, telles que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), les plans de mise en oeuvre des OMD ou autres programmes équivalents. Ceci comprend l'obtention d'allocations budgétaires nationales plus élevées en faveur de l'environnement et le renforcement de la capacité à long terme des gouvernements d'intégrer l'environnement dans la conception et la mise en oeuvre de plans de développement. Parmi les activités de sensibilisation de l'opinion figurent :

- des évaluations intégrées des écosystèmes, basées sur la méthodologie de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire et des analyses économiques de la valeur des ressources naturelles ;

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

- la facilitation de la coopération Sud-Sud pour permettre aux pays de tirer des leçons de leurs expériences mutuelles et de partager les meilleures pratiques ;
- la dissémination de l'information sur les interactions entre pauvreté et environnement et l'organisation d'ateliers et de rencontres, souvent en association avec d'autres membres du Partenariat Pauvreté-Environnement.

Pour en savoir plus, consultez http://www.unep.org/poverty_environment/index.asp

2. Partenariat Pauvreté-Environnement (Poverty Environment Partnership – PEP)

Créé en septembre 2001, le Partenariat Pauvreté-Environnement est un réseau informel d'agences de développement qui s'efforce d'améliorer la coordination des travaux sur la réduction de la pauvreté et l'environnement dans le cadre des principes et processus internationalement reconnus pour la promotion du développement durable. Les objectifs du partenariat sont les suivants :

- forger un consensus sur les liens critiques entre la pauvreté et l'environnement, s'accorder notamment sur le fait qu'une meilleure gestion de l'environnement est indispensable pour une réduction durable de la pauvreté ;
- passer en revue les activités des agences de développement pour exploiter les thèmes communs et combler les manques de connaissances.

Le PEP vient de clore sa toute dernière rencontre à Nairobi (du 30 janvier au 1er février). Un compte rendu détaillé de la réunion figure sur le site Web du PEP (voir plus loin) et dans le Bulletin des Négociations de la Terre (*Earth Negotiations Bulletin*) – le service de notification de l'Institut international pour le développement durable (<http://www.iisd.ca/africa/aupep/>). La réunion avait deux objectifs premiers : tirer des leçons des expériences nationales en matière d'intégration de l'environnement dans les processus nationaux de développement ; et optimiser la collaboration et la coordination des travaux futurs en vue d'appuyer une intégration impulsée par le pays de la composante environnementale. À cette occasion, les représentants des gouvernements des pays en développement ont rejoint les membres habituels du PEP (principalement des agences donatrices, des banques de développement et des agences onusiennes).

La rencontre précédente, en juin 2006, avait pour thèmes "Santé de l'environnement" et "Croissance favorable aux pauvres et environnement". Le PEP a produit tout un éventail de publications intéressantes qui peuvent être téléchargées depuis son site Web, y compris l'analyse effectuée par feu économiste David Pearce (passée en revue dans l'édition No. 5 de BioSoc [http://www.povertyandconservation.info/docs/20060701-BioSoc_5\(fr\).pdf](http://www.povertyandconservation.info/docs/20060701-BioSoc_5(fr).pdf)) concernant l'investissement dans l'environnement en vue de réduire la pauvreté.

Pour en savoir plus, consultez <http://www.povertyenvironment.net/pep/>

3. Programme Pauvreté et Environnement (Poverty Environment Program – PEP)

Le Programme Pauvreté et Environnement (*Poverty Environment Program* lui aussi abrégé en PEP, ce qui prête à confusion) est un projet/une activité d'assistance technique régionale financé(e) par le Fonds Pauvreté et Environnement (*Poverty and Environment Fund – PEF*), un fonds en fiducie multipartite géré par la Banque asiatique de développement. Le programme entend accélérer l'apprentissage concernant les interactions entre pauvreté et environnement et les approches efficaces en faveur de la réduction de la pauvreté. Le PEP développe une base de connaissances qui connaît un rapide essor et tire des leçons de diverses interventions reproductibles et autosuffisantes mises en oeuvre par la BAD et ses partenaires de développement dans la région Asie-Pacifique et à

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

travers le monde. Le *Poverty Environment Net* (<http://www.povertyenvironment.net/>) a été créé, par le biais du PEP, en guise de mécanisme de capture des connaissances et de rayonnement.

Pour en savoir plus, consultez <http://www.adb.org/Projects/PEP>

4. Initiative de programme Pauvreté rurale et environnement (PRE)

Le 1er avril 2005, le Centre canadien de recherches pour le développement international (CRDI) a lancé l'initiative de programme Pauvreté rurale et environnement (PRE). L'initiative PRE soutient la recherche axée sur les besoins des pauvres des milieux ruraux qui vivent dans des écosystèmes endommagés ou vulnérables. L'initiative adopte une approche qui conjugue l'appui à la recherche-action participative en vue de la production de connaissances ; le renforcement des capacités pour mieux faire participer les chercheurs et les décideurs aux processus multi-intervenants ; et un engagement sur le plan des politiques visant à forger des partenariats d'action et d'apprentissage. Un appel de propositions vient juste de clore.

Pour en savoir plus, consultez http://www.idrc.ca/fr/ev-58566-201-1-DO_TOPIC.html

5. Ministres de l'Environnement et du Développement de l'OCDE

Outre les initiatives ci-dessus, il convient de signaler que le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et le Comité des politiques d'environnement (EPOC) se sont réunis au niveau ministériel le 4 avril 2006 à Paris ; il s'agissait de leur première réunion depuis 1991. La rencontre a rassemblé 28 ministres de l'Environnement et du Développement et 26 ambassadeurs de l'OCDE et elle avait deux objectifs :

- Identifier les principaux enjeux à la croisée des politiques en matière d'environnement et de développement, notamment ceux découlant du double défi que constitue la promotion de la réduction de la pauvreté et d'un développement environnementalement durable, dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour une intégration efficace des questions environnementales locales, nationales et mondiales dans le contexte de la réduction de la pauvreté.
- Jeter les fondations d'une alliance stratégique entre les communautés de coopération d'environnement et de développement pour se pencher sur ces questions, en renforçant les opportunités mutuelles et en forgeant une appréciation commune de la façon dont ces deux communautés peuvent optimiser la cohérence de leurs politiques et promouvoir des objectifs communs dans ces deux domaines.

La réunion est décrite sur le site Web de l'OCDE comme une rencontre qui est "venue à point nommé pour débattre des interactions entre pauvreté et dégradation de l'environnement, de même que des possibilités d'établir des stratégies gagnantes pour tous afin de faire face à ces deux problématiques. Les ministères et organismes de coopération pour le développement et de protection de l'environnement des pays de l'OCDE ont unis leurs forces pour établir un partenariat avec les pays en développement en vue d'intégrer les facteurs environnementaux dans les politiques de développement national et les stratégies de lutte contre la pauvreté." L'une des réalisations de cette rencontre est un "*Cadre pour une action commune autour d'objectifs partagés*" (<http://www.oecd.org/dataoecd/44/26/36427026.pdf>). Ce document souligne le caractère pivot de l'environnement pour la réalisation des OMD et il est axé sur 1) l'identification et l'adaptation de "bonnes pratiques" concernant à la fois l'environnement et le développement et 2) le renforcement des capacités d'intégration en faveur de l'environnement et du développement dans les pays en développement. La biodiversité est expressément mentionnée dans le contexte de l'identification et de l'élaboration de politiques et d'instruments permettant une meilleure intégration des objectifs

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

mondiaux de protection de l'environnement dans les programmes et politiques de développement national et local.

Pour en savoir plus, consultez

http://www.oecd.org/site/0,2865,fr_21571361_36099755_36141009_1_1_1_1,00.html

Grandes initiatives sur la pauvreté et la conservation de la biodiversité

1. Faire progresser la conservation dans un contexte social

Après bientôt deux ans de planification, la Fondation MacArthur vient de confirmer son soutien à la première phase d'une initiative de recherche à part entière intitulée "*Advancing Conservation in a Social Context: Working in a World of Trade-offs.*" (Faire avancer la conservation dans un contexte social : travailler dans un monde de compromis). La subvention est gérée par le Global Institute of Sustainability de l'Université d'État de l'Arizona et l'initiative est coordonnée par Thomas McShane, qui a également dirigé la phase de planification.

Ce projet de recherche a été créé pour explorer les compromis complexes qui existent entre le bien-être humain et les objectifs de conservation de la biodiversité dans des lieux spécifiques et entre la conservation et d'autres ordres du jour économiques, politiques et sociaux aux niveaux local, national et international. L'objectif global de l'initiative est d'améliorer l'aptitude des principaux acteurs à identifier, analyser et négocier les compromis futurs entre conservation et développement. Au cours de la première phase de trois ans, les recherches se concentreront sur trois pays servant d'études de cas – le Pérou, la Tanzanie et le Vietnam – et elles seront coordonnées par des institutions nationales dans ces pays. Ces recherches seront complétées par une vaste enquête sur l'idée que se font les universitaires et les praticiens des compromis, des normes et mécanismes divers qui ont été élaborés à l'intérieur comme à l'extérieur de l'arène de la conservation. Un Groupe d'experts indépendants (*Blue Ribbon Panel*) rendra compte des conclusions des recherches de la première phase et fera mieux connaître l'importance des compromis dans les débats mondiaux sur les politiques. Il assurera également la promotion de l'appréciation et des solutions possibles aux défis actuels qui confrontent les initiatives touchant à la conservation et au développement. Le rapport du Groupe d'experts indépendants (*Hard Choices : Trade-off Science in Conservation and Development*) [Choix difficiles : la science des compromis en matière de conservation et développement] fera le point de "l'état de la science" sur ce thème. La deuxième phase, sur deux ans, (la phase de diffusion) cherchera à encourager les principaux acteurs à mettre en oeuvre et à affiner de nouveaux moyens de trouver un équilibre entre la conservation de la diversité biologique et les objectifs sociaux — en fait, pour provoquer une transformation dans l'état de l'art.

L'initiative mobilisera une foule d'institutions et d'organisations, y compris des agences de développement multilatérales et bilatérales, des banques, des services gouvernementaux, des ONG de conservation et de développement, des organisations communautaires, le secteur privé, des institutions universitaires, des fondations et autres bailleurs, afin d'accélérer la cadence à laquelle les résultats des recherches sont adoptés, adaptés et mis en oeuvre par les décideurs et les praticiens. Cette démarche valorisera l'apprentissage par l'expérience – aussi bien négative que positive – et les travaux en vue d'optimiser l'appréciation collective et l'aptitude à examiner les compromis possibles entre la conservation de la biodiversité et le bien-être humain.

Pour en savoir plus, consultez www.tradeoffs.org

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

2. Réseau Care ICD

Le Réseau *CARE Integrated Conservation and Development (ICD)* est un réseau d'apprentissage entre CARE et ses partenaires. Récemment rebaptisé *CARE Poverty and Environment Network*, le réseau a élargi sa portée au-delà du domaine traditionnel de la conservation et du développement intégrés (c.à.d. les régions riches en biodiversité) pour confronter une gamme plus vaste de problèmes environnementaux et de gestion des ressources naturelles, tout en conservant une dimension axée sur les questions de justice sociale et d'équité. Ses thèmes prioritaires sont les suivants :

- la gouvernance des ressources naturelles et la gestion des conflits ;
- la récompense équitable des services environnementaux ;
- la pauvreté et les changements climatiques.

Le réseau relie près de 40 projets dans 25 pays différents qui travaillent sur au moins un de ces thèmes. En 2007, un certain nombre de nouvelles initiatives seront inaugurées sur chacun des thèmes.

Pour en savoir plus, contactez fil@ci.or.ke

3. Initiative de conservation pour la réduction de la pauvreté (*Conservation for Poverty Reduction Initiative – CPRI*)

L'UICN a lancé l'Initiative de conservation pour la réduction de la pauvreté (CPRI) lors du Sommet OMD+5 à New York (en septembre 2005), en guise d'outil pour stimuler les contributions de la conservation à la sécurité des moyens de subsistance et à l'autonomisation des pauvres dans les zones rurales. Grâce à cette Initiative, l'UICN cherche à mettre la réduction de la pauvreté au coeur même de ses efforts de conservation. La CPRI entend s'attaquer aux grands chantiers suivants :

- En ce qui concerne la **gestion des connaissances**, la CPRI va :
 - en s'inspirant des connaissances existantes, élaborer des outils et fournir une assistance technique aux gestionnaires des ressources et aux agents gouvernementaux pour équilibrer la gestion des ressources naturelles et les besoins de développement économique ;
 - établir et développer des systèmes de gestion des connaissances, y compris des réseaux spécialisés, et la capacité de gestion des documents requise, pour veiller expressément à ce que le savoir concernant la façon d'optimiser les bénéfices d'une gestion saine des écosystèmes pour la réduction de la pauvreté soit librement disponible.
- En ce qui concerne l'**autonomisation des communautés**, la CPRI va :
 - habiliter les populations autochtones et les organisations communautaires à gérer les énergies naturelles renouvelables pour une utilisation pérenne, par le biais de droits d'accès basés sur l'équité sociale et la parité ;
 - faciliter l'acquisition et l'accès aux compétences complémentaires requises pour obtenir une réduction durable de la pauvreté.
- En ce qui concerne la **gouvernance**, la CPRI va :
 - travailler avec les gouvernements pour qu'ils intègrent des approches basées sur l'environnement dans leurs politiques de développement ;
 - influencer les bailleurs bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils intègrent la conservation de l'environnement et de la biodiversité dans le financement de la réduction de la pauvreté.

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

Depuis décembre 2006, la CPRI est constituée de 5 sous-initiatives majeures régionales ou mondiales, 30 projets régionaux en Afrique, Asie, Amérique latine et Moyen-Orient, 17 projets thématiques mondiaux, 4 questions transversales mondiales, et 14 outils pour le déploiement d'actions. En tout, environ 70 interventions, dont certaines d'une ampleur considérable, font de ce cadre la plus grande initiative au sein du programme de l'UICN, avec un impact élevé et un rayonnement mondial. Parmi les interventions figurent :

- Politique nationale et internationale : intégration de l'environnement dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et les stratégies de développement sectoriel, et dans les politiques internationales pertinentes d'environnement et de coopération au développement
- Mesures concernant les échanges, les marchés et la fiscalité et instruments économiques en faveur d'une gestion des écosystèmes propice à la réduction de la pauvreté
- Biodiversité et sécurité alimentaire dans les milieux ruraux
- Gestion de l'eau dans les zones rurales
- Énergie durable pour les pauvres
- Santé humaine du point de vue de la gestion des écosystèmes
- Réduction des risques des communautés vulnérables aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques
- Gouvernance des ressources naturelles, équité et droits de l'homme
- Genre (problématique transversale)
- Outils habilitants (problématique transversale)

La CPRI entend être un cadre porteur au sein duquel les fonds serviront à faire pression pour davantage de contributions des partenaires – y compris le secteur privé, les groupes communautaires, les milieux universitaires, les agences gouvernementales et les ONG. On s'attend à ce que des partenariats se créent autour des opportunités d'investissement, du développement et de l'orientation des politiques et de la fourniture de services de soutien technique.

Pour en savoir plus, consultez http://www.iucn.org/themes/spg/portal/about_pc/index.htm (ou http://www.iucn.org/themes/spg/portal/files/povertybrochures/french_version.pdf)

4. Initiative Équateur

Coordonnée par le PNUD, l'Initiative Équateur est un partenariat qui réunit les Nations Unies, la société civile, le monde des affaires, les gouvernements et les communautés pour contribuer au renforcement des capacités et rehausser le profil des efforts déployés à la base pour réduire la pauvreté par le biais de la conservation et d'une utilisation durable de la biodiversité. L'Initiative Équateur s'articule autour de quatre piliers :

1. Le **Prix Équateur** est une prestigieuse distinction internationale qui récompense des efforts locaux exceptionnels déployés pour réduire la pauvreté par le biais de la conservation et d'une utilisation durable de la biodiversité.
2. **Equator Dialogues** est un programme novateur de dialogues communautaires, d'échanges de connaissances et de réunions, au niveau local-global.
3. **Equator Knowledge** est une initiative exhaustive de recherche et d'apprentissage destinée à faire la synthèse des enseignements tirés des pratiques de conservation locale et de réduction de la pauvreté.
4. **Equator Ventures** est un programme d'investissement consacré au financement mixte et au renforcement des capacités pour encourager les entreprises de biodiversité dans les sites les plus riches en biodiversité autour du monde.

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

Le Prix Équateur 2006 a marqué la troisième édition du prestigieux Prix Équateur. Le Prix bisannuel récompense les cinq initiatives ou activités locales s'étant révélées des réussites extraordinaires en termes de réduction de la pauvreté au travers de la conservation et d'une utilisation durable de la biodiversité dans la ceinture équatoriale. Cette année, 309 nominations issues de 70 pays ont été reçues et sont actuellement étudiées et notées. Les finalistes retenus seront les 25 projets communautaires les plus novateurs, inclusifs et performants. Par la suite, le jury, un panel de personnalités internationales éminentes représentant une variété de spécialisations dans les questions liées au développement environnemental, choisira cinq lauréats. Les gagnants de ce prix voient leurs travaux reconnus à l'échelle internationale, ont l'opportunité de contribuer à modeler les politiques internationales et les pratiques utilisées sur le terrain, et reçoivent une récompense monétaire de 30.000 dollars des États-Unis chacun.

Equator Knowledge. Avec une combinaison de programmes de recherche, de publications, de rapports, de bulletins, de programmes d'échanges d'apprentissage et une base de données en ligne très détaillée sur les meilleures pratiques, *Equator Knowledge* fournit un outil complet pour rehausser le profil des efforts locaux qui promeuvent les communautés durables dans les pays en développement de la ceinture équatoriale. Parmi les principales réalisations à retenir cette année, on peut citer la publication "[Community Action to Conserve Biodiversity: Linking Biodiversity Conservation with Poverty Reduction](#)" produite en association avec le Programme de microfinancement du FEM (Fonds de l'environnement mondial), qui met en lumière les leçons tirées des réussites des entreprises communautaires basées sur la biodiversité. Les recherches des meilleures pratiques en matière de gestion communautaire des ressources naturelles basées sur l'expérience des finalistes du Prix Équateur se poursuivent en partenariat avec le CRDI et l'Université du Manitoba. Les résultats sont disponibles dans des comptes rendus détaillés publiés en ligne. De plus, cette année, l'Initiative Équateur a organisé deux consultations avec des partenaires et des représentants des communautés afin de créer un service d'échange de connaissances communautaires pour identifier et partager les meilleures pratiques entre praticiens communautaires et avec les décideurs aux niveaux mondial et national.

Equator Dialogues. L'Initiative Équateur a accueilli la communauté Taba à Curitiba au Brésil en 2006. Les Taba ont invité les chefs des organisations de base chargés de l'environnement aux quatre coins du monde afin de créer un espace collaboratif et flexible à la Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité biologique (COP8) et ils ont brillamment démontré que les membres de la communauté, en partenariat avec les autorités locales, les ONG locales et nationales et les organisations internationales, prennent de plus en plus de mesures pour satisfaire leurs besoins élémentaires tout en préservant les ressources biologiques dont dépendent non seulement leur survie mais aussi la survie de chaque être humain. La série de conférences [Fordham Lecture Series qui s'est tenue au printemps 2006 autour du thème "People and the Environment: The Role of Environment in Poverty Alleviation"](#), organisée en partenariat avec The Nature Conservancy et l'Initiative Équateur, a exploré la question de l'environnement comme étant à la fois la « cause des maux » et « l'issue de secours » des gens qui vivent dans la pauvreté.

Equator Ventures. Un examen des projets *Equator Ventures* en 2006 a démontré que les quatre projets au Mozambique, au Guatemala, en Bolivie et au Chili bénéficient grandement des subventions et crédits du programme. Une évaluation de l'avenir du programme pilote *Equator Ventures* devrait commencer en 2007.

Pour en savoir plus, consultez <http://www.undp.org/equatorinitiative/french/index.htm>. ou <http://www.un.org/french/pubs/chronique/2005/numero4/0405p53.htm>

5. Programme des moyens de subsistance de FFI (FFI Livelihoods Programme)

Fauna and Flora International (FFI) a récemment mis sur pied un programme des moyens de subsistance afin d'aider à renforcer les capacités du personnel régional et des partenaires en vue de

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

mieux intégrer les activités de conservation aux besoins humains. L'une des choses sur lesquelles FFI s'est concentrée au cours des 18 derniers mois est l'examen de sa position organisationnelle sur ces questions, un objectif très ambitieux si l'on considère la grande diversité de personnel, de partenaires et de lieux où travaille FFI. Les deux principales questions sur lesquelles se concentre actuellement FFI sont : (i) comment travailler au mieux en partenariat avec les secteurs du développement et des secours humanitaires pour réaliser des gains aussi bien en termes de conservation que de bien-être humain (en particulier, dans les pays en situation d'après-conflit ou de catastrophe naturelle), et (ii) comment suivre et évaluer au mieux les impacts de nos travaux sur la société et les modes de vie (FFI en association avec BirdLife International et l'African Wildlife Foundation organiseront un atelier destiné aux praticiens en juillet 2007). Durant l'année prochaine, FFI commencera à extraire et à diffuser les principales leçons tirées de ce programme. Entre-temps, le programme a produit deux publications :

- *Livelihoods and Conservation in Partnership: the case for integrating conservation and human need.* Cette publication souligne la position actuelle de FFI à propos des interactions entre pauvreté et conservation et elle caractérise ses travaux comme suit :
 - Des engagements tant éthiques que stratégiques.
 - Une approche sur trois fronts : interventions directes pour améliorer les moyens de subsistance, renforcer les partenaires de la société civile, et influencer la politique extérieure.
 - Un accent mis sur le développement de partenariats stratégiques et transversaux pour combler les lacunes dans notre propre expertise et pour nous permettre d'influencer d'autres secteurs ayant un impact sur la biodiversité.
 - Un pôle d'intérêt marqué sur l'apprentissage et la démonstration en adoptant et en adaptant toute une gamme d'outils complémentaires destinés au suivi et à l'évaluation.
- *Guest Editorial: Partnerships for Conservation and Poverty Reduction*, (Oryx 40 (3) 245-246) dans lequel Matt Walpole, coordonnateur du Programme sur les moyens de subsistance, explore les difficultés qu'ont les écologistes à confronter les enjeux de la pauvreté tout en reconnaissant que cela reste une nécessité.

Pour en savoir plus, contactez mwalpole@flora-fauna.org

6. Programme Nature et Pauvreté

Le Programme Nature et Pauvreté est une initiative commune entre WWF-Pays-Bas, UICN-Pays-Bas et Amis de la Terre Pays-Bas. La mission du programme est de réduire la pauvreté en sauvegardant et en restaurant les ressources naturelles servant de moyens de subsistance dans un certain nombre de pays sélectionnés. Le programme poursuit cet objectif par le biais de trois stratégies d'intervention : réduire la pauvreté – améliorer le système de subsistance ; développer les organisations de la société civile ; et influencer les politiques et le dialogue stratégique. Le programme intervient dans cinq régions sur un certain nombre de questions clés : huile de palme, bois d'oeuvre, pêche maritime, pêche crevette, développement d'infrastructures, viande de brousse et tourisme. Bien que toutes les régions connaissent une dégradation de l'environnement, les causes sous-jacentes de cet endommagement diffèrent d'une région à l'autre, de sorte que le Programme a adopté une série d'approches différentes.

Les zones humides du Pantanal

- À Miranda et dans les communautés environnantes, WWF Brésil et Ecoa ont travaillé avec des associations locales à l'identification d'alternatives génératrices de revenu, telles que la production d'appât durable.
- Des associations artisanales ont été créées à Corumba, Aquidauna et Miranda afin de promouvoir la production artisanale de produits dérivés du poisson (cuir de poisson).
- Des programmes d'échange sont amorcés afin de lancer des activités comparables en Bolivie. Des activités écotouristique démarrent et une formation est dispensée.

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

L'écocertification touristique a débuté en association avec l'Office brésilien de l'écotourisme.

- Des programmes éducatifs scolaires ont démarré au Brésil et en Bolivie. Une initiative pilote est en cours dans dix écoles des municipalités frontalières du Pantanal bolivien – Porto Suarez, San Matias et Porto Quijarro.
- Une Association de propriétaires de réserves privées de patrimoine naturel a été créée dans le Mato Grosso do Sul.
- Au Paraguay, une collaboration active avec des communautés autochtones locales est actuellement renforcée et des efforts sont déployés pour influencer l'aménagement du territoire local et régional.
- Des pratiques de ranches d'élevage à faible impact sont introduites afin d'encourager un développement économique durable dans l'écorégion. Une étude préliminaire sur la commercialisation de la viande de boeuf de Pantanal (Bio Verde) issue des ranches à faible impact sur les marchés européens vient d'être achevée. Elle est désormais introduite en Bolivie également.
- Le Réseau Rios Vivos a réussi à faire pression pour réaligner le système de navigation du Paraguay supérieur (Hidrovia). Les partenaires continuent de plaider en faveur de l'adaptation de la navigation aux conditions du cours d'eau au lieu de modifier le cours d'eau pour satisfaire aux besoins de la navigation.

Le bassin du Congo

- Un plan d'aménagement du Parc national de Campo Ma'an (264,000 hectares) a été officiellement approuvé. C'est le premier de ce type dans toute la sous-région à reconnaître expressément les droits d'accès et d'utilisation des pygmées Bagyeli. Des études complémentaires ont été réalisées en vue de la négociation d'accords formels entre les Bagyeli et la direction du Parc. En 2005, la première forêt communautaire (5000 hectares) en bordure du parc a été officiellement reconnue ; d'autres le seront prochainement et des Zones de chasse communautaire ont été officiellement créées.
- Une évaluation des techniques de pêche traditionnelles a été effectuée et des directives prônant les meilleures pratiques sont en cours d'élaboration. L'Association des pêcheurs du département de Ndougou (APDN) a reçu une subvention afin de renforcer le centre commercial et les techniques de commercialisation de l'association. Une base de données a été développée avec les pêcheurs afin de surveiller les statistiques de prise, le nombre de pêcheurs, les techniques utilisées et les zones de pêche les plus fréquentées. Grâce à un programme de formation, l'association est désormais en mesure de gérer la base de données de façon indépendante et elle peut se servir de l'information à des fins de planification et de reddition de comptes.
- Dans la région de Mont Kupe & Yabassi, une variété d'alternatives génératrices de revenu – telles que l'apiculture, l'élevage d'aulacodes, l'agroforesterie, la production d'escargots et l'écotourisme – sont mises en oeuvre avec des résultats jusqu'ici très prometteurs. L'initiative, qui a démarré en 2004 avec 40 ménages, compte désormais plus de 396 familles qui bénéficient d'un revenu supplémentaire. Des produits de haute valeur comme le miel et les escargots sont désormais aisément disponibles sur les marchés locaux. Ainsi, l'Association des Apiculteurs de Tombel (TOBA) a été en mesure de réunir plus de €1.524 (2.357 CHF) en 4 mois, moyennant des efforts physiques très limités. Afin de diversifier les opportunités génératrices de revenu à partir des ressources naturelles, une méthodologie a été mise au point qui permet d'évaluer l'utilisation qui est faite des produits forestiers non ligneux (PFNL) et leur valeur économique ; un manuel de formation à cette méthodologie est en préparation. Deux associations de femmes ont été formées aux techniques de collecte de PFNL, à leur transformation et leur commercialisation.
- Un autre succès a été l'écocertification aux normes du Forest Stewardship Council – la première de ce type en Afrique centrale – décernée à une compagnie forestière néerlandaise

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

WIJMA. Ce label garantit de meilleures conditions sociales pour les personnes qui habitent autour de la concession et elle représente donc une incitation positive à l'amélioration des conditions de vie locales.

- Les revenus issus du tourisme ont augmenté. L'identification de sites potentiels d'écotourisme dans la région a été finalisée et le processus d'identification de groupes écotouristiques cibles se poursuit. L'Association d'écotourisme de Mont Kupe a bénéficié de matériel de terrain afin de renforcer ses travaux pour la mise en place d'un service de guidage touristique. La chasse illégale – problème écologique majeur – a diminué grâce aux travaux réalisés par l'Association de gestion de la vie sauvage de Mont Kupe – un groupe d'anciens chasseurs – qui a bénéficié d'une formation et d'équipement pour promouvoir les efforts de protection.
- Dans le complexe de Gamba, un soutien est apporté à la participation des communautés au tourisme, à l'artisanat et à la pêche et la formation des populations locales à ces activités est une activité pivot. Une assistance technique est fournie à la ONG locale Ibonga – Association pour la Connaissance et la Protection de l'Environnement (ACPE) – une ONG de sensibilisation à l'environnement qui travaille avec les établissements scolaires. Un curriculum officiel pour l'éducation environnementale dans les écoles du Complexe d'aires protégées de Gamba fait office de programme pilote pour l'ensemble du pays.

Zone forestière d'Asie du Sud-Est

- Les exemples d'alternatives de génération de revenus identifiés et développés avec succès sont l'huile de cajaput à Merauke et le miel sauvage dans la province de Riau et dans le Kalimantan occidental.
- Des affiliés qui travaillent sur la question de l'huile de palme ont pu participer à une table ronde internationale qui a endossé toute une série de critères pour l'exploitation durable d'huile de palme. Parmi les autres résultats des activités de ce sous-programme, on peut citer la sensibilisation accrue des consommateurs néerlandais aux impacts environnementaux négatifs qu'ont la prolifération de plantations de palmiers à huile, la production crevette et l'exploitation forestière à grande échelle.

Zone côtière et maritime d'Asie du Sud-Est

- A Sidoarjo (Java-Orientale), on assiste avec succès à un retour aux méthodes traditionnelles de pisciculture et de crevetteculture. Ces méthodes améliorées sont basées sur la polyculture biologique, aux termes de laquelle plusieurs espèces sont élevées. Les méthodes traditionnelles d'élevage de poisson et de crevettes se traduisent non seulement par une plus grande consommation de protéines pour les communautés locales mais elles génèrent aussi des revenus plus élevés.

Zone côtière et maritime d'Afrique de l'Ouest

- Au niveau local, une communauté de Kayar, au Sénégal, a été ciblée pour sensibiliser les pêcheurs locaux à l'utilisation non durable des ressources et pour identifier des mesures afin de mettre un terme aux tendances néfastes. Les leçons tirées de ce projet pilote sont actuellement partagées avec d'autres communautés du Sénégal et d'autres États WAMER (*West Africa Marine Eco-Region* soit écorégion marine d'Afrique de l'Ouest). Un programme radio couronné de succès a été mis sur pied pour sensibiliser les communautés locales et servir de formation. Le succès du projet sera exploité par IDEE-Casamance (un affilié de l'UICN) dans la partie sud du Sénégal. Les communautés piscicoles d'Afrique de l'Ouest (Ghana, Togo et Nigeria) prendront part à des programmes d'échanges pour se familiariser avec les exploitations piscicoles durables, améliorer la qualité et apprécier les avantages offerts par une gestion pérenne.
- Au niveau régional, le programme soutient la collaboration régionale avec des gouvernements et des organisations locales par le biais d'une formation, de visites

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

d'échange et la promotion d'une visite à long terme de l'écorégion. Des modèles d'accords d'accès pour les pêcheries internationales adaptés à la région sont en cours de rédaction et des pratiques et méthodes de pêches durables, basées sur l'expérience acquise à ce jour, sont promues dans l'écorégion. Pour garantir la durabilité à long terme des ressources marines, le projet soutient aussi les travaux portant sur la création de six zones marines protégées (ZMP) dans la région.

- Au niveau mondial, les trois réseaux WWF, UICN et FOEI ont des bureaux de plaidoyer à Bruxelles. Les questions marines y sont abordées, mais dans le contexte de ce sous-programme, un groupe de lobbying plus concerté sera démarré en vue d'inclure les enjeux de l'environnement durable dans les accords de pêche passés avec l'UE.

Pour en savoir plus, consultez <http://www.natureandpoverty.org/>

7. SwedBio (Programme international suédois pour la diversité biologique)

SwedBio est une initiative commune de l'Agence suédoise de coopération au développement international (SIDA) et du Centre suédois pour la biodiversité (CBM). L'objectif primordial de SwedBio est de contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer les moyens de subsistance par le biais d'une gestion équitable, durable et productive des ressources en biodiversité à tous les niveaux – gènes, espèces et écosystèmes. Pour ce faire, le projet travaille sur trois objectifs interdépendants :

1. Maintenir les services écosystémiques pour veiller au bien-être humain et à la santé.
2. Garantir l'équité et les droits de l'homme dans la gestion et l'utilisation des services écosystémiques.
3. S'attaquer aux causes qui sont à l'origine de la perte de biodiversité.

Au cours de 2006, SwedBio s'est embarqué dans une vaste gamme d'activités pour la concrétisation de ses buts et objectifs. Les exemples ci-dessous concernent ceux qui touchent plus directement à la conservation et/ou aux aires protégées.

Influence du dialogue et du développement de politiques internationales – Participer à la délégation suédoise lors de la COP8 à la CDB à Curitiba, représentant la perspective des “droits et de la réduction de la pauvreté” en matière de biodiversité. Influencer le processus de planification de la Conférence de l'UICN sur la biodiversité dans la coopération au développement, en septembre à Paris et p. ex. prôner une plus grande concentration sur la bonne gouvernance, les communautés locales et la promotion des droits locaux.

Programme en collaboration – Par le biais de son programme en collaboration, SwedBio apporte un appui à un nombre limité d'initiatives stratégiques travaillant sur les interactions entre biodiversité et moyens de subsistance et, à l'heure actuelle, il collabore avec une vingtaine d'organisations. La liste détaillée de ses partenaires figure dans les programmes et rapports annuels de SwedBio (www.swedbio.org). Parmi les exemples d'initiatives soutenues en 2006 ayant directement trait à la promotion des droits locaux et de l'accès aux aires protégées et leurs alentours figurent :

- Différentes formes d'appui en faveur de la participation de ONG et de populations autochtones à la COP8 à la CDB à Curitiba, (y compris un soutien assez substantiel coordonné par l'IAITPTF/IIFB).
- Le prétendu “Programme 10C” coordonné par le Programme des peuples forestiers.
- Le Réseau CMLN (*Collaborative Management and Learning Network* – Réseau d'apprentissage et de gestion en collaboration) coordonné par l'AIPP.

Pour en savoir plus, consultez <http://www.swedbio.com/>

Initiatives sectorielles

1. Initiatives sur les aires protégées

Impacts socioéconomiques des aires protégées

Cette initiative CARE porte sur les aires protégées en se basant sur leur définition actuelle qui comprend les aires conservées par la communauté (ACC). La première phase du programme se concentre sur l'évaluation de la distribution des coûts et avantages aux niveaux local, national et mondial pour différents types d'aires protégées. Des études sont en cours dans quatre pays (Ouganda, Kenya, Philippines et Thaïlande) et portent sur 12 aires protégées – 3 zones gérées de façon traditionnelle par l'État, 5 sous régimes de cogestion de différentes sortes et 4 gérées par la communauté (c.à.d. des ACC). Au niveau local de l'évaluation, le programme a développé une méthodologie qui associe l'étude des impacts sociaux à une analyse économique pour veiller à ce que l'analyse traduise les perspectives communautaires et les coûts et avantages non financiers. La méthodologie confronte le compromis difficile entre rigueur scientifique, coûts et reproductibilité – le but étant de produire une méthodologie qui, au moins pour l'analyse des coûts-avantages au niveau local, ne nécessite pas de compétences spécialisées (et donc coûteuses) en économie environnementale. La méthodologie sera présentée à l'atelier Vision 2020 référencé plus bas.

Pour en savoir plus, contactez phil@ci.or.ke

Thème sur les communautés autochtones et locales, l'équité et les aires protégées (TILCEPA)

Établie en 2000, TILCEPA (acronyme de l'anglais *Theme on Indigenous & Local Communities, Equity & Protected Areas*) est une initiative commune de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) et de la Commission sur les Politiques environnementales, économiques et sociales (CEESP) de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Cette initiative inter-commission est née d'un Groupe d'action sur les communautés locales et les aires protégées, créé en 1999 avec un mandat analogue. TILCEPA a récemment mué en une "Direction stratégique" sur la gouvernance, les communautés, l'équité et les moyens de subsistance par rapport aux aires protégées au sein de la CMAP, dont les priorités sont notamment les suivantes :

- promouvoir la bonne gouvernance des aires protégées ;
- promouvoir la gamme complète de types de gouvernance pour les aires protégées et, tout particulièrement, les aires protégées cogérées et les aires conservées par la communauté ;
- promouvoir des liens positifs entre les aires protégées, l'équité, les moyens de subsistance et l'élimination de la pauvreté.

TILCEPA a participé ou soutenu un certain nombre d'initiatives d'apprentissage régionales ou thématiques, notamment :

- Soutien technique à un réseau d'aires protégées en vue d'établir des paramètres de cogestion avec des communautés autochtones pertinentes. Le réseau englobe les Philippines, le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie, le Laos, le Cambodge et la Thaïlande et il est géré en partenariat avec la Asian Indigenous Peoples Pact Foundation, l'IWGIA et le FPP. Certaines visites d'échange et deux ateliers couronnés de succès ont eu lieu en 2006 (à Sabah en Malaisie et à Mu Can Chai, au Vietnam) et des changements commencent à se faire jour dans les pratiques de gouvernance des aires protégées.
- Soutien à une série de rencontres de formation liées à la cogestion et la "reconnaissance" des aires conservées par la communauté à Madagascar.

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

- Établissement d'une collaboration sur les conflits entre l'homme et l'habitat sauvage pour atténuer et empêcher les conflits de ce genre par le coapprentissage, l'innovation, l'analyse scientifique, la définition et le perfectionnement des meilleures pratiques et politiques.

TILCEPA est également très engagée dans les efforts actuels déployés à l'échelle internationale pour promouvoir des liens positifs entre les aires protégées, l'équité et l'élimination de la pauvreté. Tout récemment, les membres de TILCEPA et d'autres groupes (y compris Care et l'IIED) ont créé un Groupe d'action sur les "Aires protégées, l'équité et les moyens de subsistance" sous l'égide de la Commission mondiale des aires protégées. Le Groupe d'action réunira une cinquantaine de membres et sera essentiellement constitué de praticiens directement impliqués dans des programmes de terrain portant sur le thème du Groupe d'action. Au départ, le Groupe d'action organisera ses réunions en trois sous-groupes régionaux (la rencontre des représentants de l'Afrique s'est déroulée en Ouganda, le 18 et 19 janvier 2007) avant de se retrouver lors d'un événement mondial qui aura lieu avant la prochaine réunion du Groupe de travail Ad Hoc de la CDB sur les Aires protégées (prévue pour mars 2008).

Pour en savoir plus, consultez <http://www.iucn.org/themes/wcpa/theme/governance.html>

Vision 2020

En 2006, le PNUE-WCMC (Centre mondial de surveillance continue de la conservation) a élaboré un concept de projet, baptisé "Vision 2020", dont le but est d'établir un processus pour l'évaluation périodique de la valeur de la biodiversité, l'efficacité de la gestion et l'impact humain d'un sous-ensemble d'aires protégées dans le monde, afin d'améliorer nos connaissances du rôle des aires protégées dans les processus de conservation et de développement et son évolution dans le temps. Les méthodes exactes d'exécution de ce projet seront définies et testées lors de la première phase du projet mais on s'attend à ce qu'il s'articule principalement autour de quatre volets :

1. L'identification des aires protégées à inclure – Sachant qu'il serait bien évidemment impossible de réaliser cette étude dans les 100.000 et quelques aires protégées actuellement recensées dans la base de données mondiale des aires protégées, on s'attend à ce que le projet soit mené dans un échantillon d'aires protégées mondiales, qui seront choisies durant la phase initiale du projet.
2. Intégrité écologique des aires protégées identifiées – Le projet adoptera vraisemblablement une méthodologie mise au point par Parks Canada pour évaluer l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada, qu'il adaptera pour pouvoir l'utiliser dans une grande variété d'aires protégées à travers le monde.
3. L'efficacité de la gestion des aires protégées identifiées – La Commission mondiale des aires protégées de l'UICN a récemment élaboré un cadre pour évaluer l'efficacité de la gestion des aires protégées. On s'attend à ce que le projet s'approprie ce cadre pour en promouvoir davantage les méthodologies.
4. Impact humain des aires protégées identifiées – Les travaux préliminaires réalisés pour développer ce concept de projet n'ont pas identifié de méthodologie distincte pour évaluer les impacts humains des aires protégées. Par conséquent, de nouveaux travaux d'envergure seront requis dans ce domaine. Les questions à couvrir devraient en principe englober les moyens de subsistance locaux, les indicateurs et les indices de pauvreté, la cartographie de la pauvreté, etc.

Ce projet sera réalisé avec un éventail d'organisations partenaires, y compris la Commission mondiale sur les aires protégées de l'UICN, l'Initiative sur la conservation pour la réduction de la

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

pauvreté de l'UICN et l'initiative du PNUE, de la FAO et du CGIAR sur la cartographie de la pauvreté. D'autres partenaires seront identifiés durant la phase d'élaboration initiale du projet.

A l'heure actuelle, le PNUE-WCMC est engagé dans deux activités principales pour le développement du concept de projet Vision 2020 : 1) une recherche de base visant à évaluer les méthodologies et les indicateurs élaborés jusqu'ici pour évaluer les impacts humains des aires protégées, et à déterminer qui a travaillé sur ce thème ; 2) l'organisation d'un atelier à Cambridge (Royaume-Uni), les 20-21 février 2007 axé sur les méthodologies et les indicateurs pour évaluer les impacts socioéconomiques des aires protégées dans le contexte du concept de projet Vision 2020. Ces deux activités ont été réalisées en partenariat avec le Secrétariat du Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation (PCLG).

Pour en savoir plus, contactez charles.besancon@unep-wcmc.org

2. Forêts

Recherche-action sur les impacts de la pauvreté sur la gestion participative des forêts (ARPIP)

L'axe majeur de cette initiative est de rendre les approches de gestion forestière participative (GFP) plus "favorables aux pauvres". La GFP est jugée inclure la foresterie communautaire, la gestion commune des forêts, la cogestion et l'aménagement forestier basé sur les communautés. Le projet ARPIP (acronyme de l'anglais *Action Research into the Poverty Impacts of Participatory Forest Management*) mis en oeuvre par l'Overseas Development Institute et financé par la Fondation Ford et par CARE, a bien avancé au cours des six derniers mois avec des recherches sur le terrain entreprises au **Népal, au Kenya et en Tanzanie**. Dans chaque pays, les équipes de recherche ont utilisé une méthodologie semblable, constituée de différents outils RRA (*Rapid Rural Appraisal* – Évaluation rurale rapide) complétés par une enquête sur les ménages, dans un certain nombre de communautés où était pratiqué un type quelconque de gestion forestière participative et dans des communautés voisines de référence dans lesquelles il n'existait pas de GFP. Kate **Schreckenberg** de l'ODI rapporte que l'analyse des données est en cours et devrait être achevée en mars, lorsque les **trois** équipes se réuniront lors d'un atelier final pour comparer leurs expériences.

Les conclusions définitives seront disponibles dans le courant de l'été mais les chercheurs perçoivent d'ores et déjà l'émergence d'un certain nombre de questions touchant à la pauvreté et la conservation :

Questions de définition : comment les activités GFP sont-elles liées aux forêts ? Les définitions de ce qui constitue une GFP varient beaucoup d'un pays à un autre et dans un même pays. Certaines des communautés dans lesquelles ils travaillent participent à la gestion des aires protégées. Dans ce cas, la GFP est souvent jugée inclure de nombreuses activités de "substitution" qui se produisent en dehors de la forêt et réduisent la dépendance des populations envers la forêt (p. ex. plantations de bois de feu, agroforesterie). Si ces prétendues activités "GFP" sont indubitablement sources d'avantages pour certains, leur lien à long terme avec la forêt (et par conséquent la justification de sa conservation) n'est pas clair.

Impacts non prévus au-delà de l'aire GFP. Une autre question consiste à savoir comment l'introduction de la GFP déplace l'utilisation de la forêt vers d'autres zones forestières du voisinage. Dans certaines zones du Népal, où la GFP est très répandue, toutes les forêts locales sont sous gestion communautaire par tel ou tel groupe d'utilisateurs. Toutefois, dans des pays où la GFP en est encore au stade embryonnaire, il est à craindre que l'introduction de la GFP dans une zone forestière ne déplace certains usages de la forêt vers d'autres zones forestières du voisinage. Ceci peut se produire, par exemple, là où une application plus stricte des permis dans les forêts GFP fait que les populations commencent à ne plus ramasser de charbon de bois et de perches que dans des

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

zones forestières à « libre accès ». On peut alors se demander si la GFP peut uniquement apporter une contribution durable à la conservation si elle fait partie intégrante d'un processus plus vaste d'aménagement du paysage.

Quel type de GFP est donc possible dans les forêts riches en biodiversité ? Il s'agit, sans aucun doute, de l'une des questions les plus délicates sur laquelle on espère pouvoir faire la lumière à l'issue de l'atelier. Dans le cas des forêts protégées, la principale source de revenu pour la communauté provient généralement des amendes et des produits confisqués (il s'agit donc d'un revenu "négatif"), quasiment la seule source de revenu "positif" étant le revenu issu des droits de recherche ou de visite. Or, malheureusement, si la communauté patrouille ses forêts correctement, les sources de revenu "négatives" seront très basses. Dans le même temps, bon nombre de forêts protégées ne sont pas en mesure d'attirer beaucoup de revenus positifs de sorte que les communautés n'obtiendront guère d'avantages à moins qu'un effort particulier soit fait pour y introduire dès le départ d'autres activités génératrices de revenu. Plus radicalement, il sera peut-être nécessaire de repenser le rôle que les communautés peuvent espérer jouer dans les forêts riches en biodiversité. Au lieu de promettre une version irréalisable de la GFP, une meilleure option serait peut-être de négocier avec les communautés pour (a) autoriser le niveau optimal d'utilisation durable qui soit compatible avec la conservation de la biodiversité et (b) convenir d'employer des membres de la communauté pour les tâches liées à la conservation telles que la surveillance et l'entretien des coupe-feux.

Pour en savoir plus, contactez k.schreckenberg@odi.org.uk ou c.luttrell@odi.org.uk

Paiements équitables pour les services des bassins versants

Ce programme CARE-WWF-IIED, financé par la DGIS et Danida, se concentre sur le développement d'initiatives de paiements pour les services environnementaux (PSE) des bassins versants qui fournissent des avantages pour les moyens de subsistance des communautés locales et des bénéficiaires pour l'environnement. La première phase actuelle du projet est en fait une étude de faisabilité pour chacun des sites proposés, en mettant notamment l'accent sur l'analyse de la situation financière pour que les acheteurs et les vendeurs (communautés) s'engagent à long terme dans le projet proposé. À l'heure actuelle, ces études de faisabilité se déroulent dans 11 sites répartis sur 6 pays : Philippines, Indonésie, Kenya, Tanzanie, Pérou et Guatemala. Pour les initiatives PSE qui sauront prouver qu'elles sont viables, l'exécution démarrera en septembre/octobre. Les premières indications suggèrent qu'environ 50 % des sites seront en mesure de donner un cas viable (sur des sites déjà présélectionnés comme étant prometteurs). Parmi les défis clés qui se sont déjà présentés figurent : l'identification des zones prioritaires à l'intérieur du bassin versant (ce qui exige une modélisation pointue de l'hydrologie et de l'aménagement des sols) ; la localisation d'acheteurs qui soient prêts à concevoir cette démarche comme un investissement et non comme une responsabilité sociale d'entreprise ; et la garantie que les bénéficiaires profitent bien aux ménages plus pauvres et notamment aux femmes au sein de ces ménages, lesquelles ne sont probablement pas propriétaires des terres à l'intérieur du bassin versant.

Outre le programme de paiements des services des bassins versants décrit ci-dessus, CARE et WWF ont des initiatives communes en cours d'élaboration en Rép. Dém. du Congo, au Népal, au Mozambique, au Vietnam et en Indonésie. Hormis la gestion des ressources naturelles et la conservation, le partenariat explore les possibilités de collaboration sur un éventail plus vaste de questions environnementales, y compris les changements climatiques.

Pour en savoir plus, contactez phil@ci.or.ke

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

Groupe d'apprentissage sur la gouvernance forestière

La foresterie peut contribuer à la réduction de la pauvreté mais uniquement sous réserve d'une bonne gouvernance forestière – les bons systèmes de leadership, les bonnes institutions, les bonnes pratiques et les bonnes décisions de politique. Le groupe d'apprentissage sur la gouvernance forestière ou FGLG (de l'anglais *Forest Governance Learning Group*) coordonné par l'IIED, travaille en Afrique et en Asie pour échanger des expériences et développer des idées sur la gouvernance forestière – et il aide à les faire marcher en faveur d'une utilisation pratique, juste et durable des forêts.

Dans certains pays où les groupes nationaux du FGLG sont actifs, on observe ces dernières années un niveau plus élevé et plus ciblé de débat sur des problèmes clés de gouvernance forestière qui affectent les moyens de subsistance locaux. Les chances de voir des améliorations mises en place et maintenues sont beaucoup plus élevées que dans le passé car des acteurs de la société civile plus familiers avec la loi sont impliqués, aux côtés d'intervenants du gouvernement et du secteur privé – chaque camp surveillant l'autre et assurant le maintien du dynamisme et la responsabilisation des actions. On observe aussi un intérêt international accru envers l'approche et l'impact du FGLG. Une gamme d'interactions avec d'autres initiatives suggère que l'approche d'apprentissage du FGLG sera sans doute adoptée et perfectionnée par des tiers. Ceci implique un accord sur des objectifs stratégiques clés et un plan de travail, le renforcement des capacités, puis une souplesse considérable sur plusieurs années afin de soutenir les groupes au niveau national – en leur permettant de saisir les opportunités de gouvernance dès qu'elles se présentent et de les optimiser. Au cours de l'exercice 2005/06, les réalisations du Groupe d'apprentissage de la gouvernance forestière ont été les suivantes :

- des exercices de diagnostic qui explorent les principaux problèmes de gouvernance forestière dans chacun des dix pays du projet et l'identification de points d'entrée ;
- l'établissement de huit sous-groupes nationaux, étant chacun dirigé par un coordonnateur, et ayant chacun un plan de travail détaillé, au Niger, au Ghana, en Ouganda, au Malawi, au Mozambique, en Afrique du Sud, en Indonésie et en Inde ;
- un impact visible ainsi, la démonstration par le FGLG du Ghana de la violation systématique du système de permis forestiers a déclenché une campagne de la société civile et un programme d'actions surveillé par le gouvernement ;
- un renouvellement des engagements, p. ex. des communiqués de presse sur la production de charbon de bois, des arrêtés locaux et des entreprises communautaires ont engendré la formation d'un nouveau groupe d'action par le gouvernement du Malawi ;
- 12 documents de recherche sur les politiques – recherches originales par des participants et par ceux qui travaillent avec les communautés locales marginalisées par les pratiques de gouvernance actuelles ;
- 8 outils pour stimuler la réflexion et l'action dans des contextes de gouvernance forestière qui marginalise les groupes clés ;
- rayonnement – avec des résultats distribués dans 10 forums internationaux et le maintien d'une coopération renforcée dans le cadre de 12 programmes internationaux, y compris cinq autres initiatives qui permettent de concrétiser le Plan d'action de l'UE relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT).

Pour en savoir plus, consultez <http://www.iied.org/NR/forestry/projects/forest.html>

Réseau Pauvreté Environnement (Poverty Environment Network – PEN)

Le PEN est un réseau de recherche sur la pauvreté, l'environnement et les ressources forestières, coordonné par le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR). Au coeur des atouts du PEN se trouve la série de données environnementales et socioéconomiques homogènes et de haute

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

qualité collectée dans toute la région des Tropiques au niveau des ménages et des villages par 25 à 30 partenaires du PEN (principalement des doctorants), pour compiler une base de données mondiale renfermant entre 5 et 6000 ménages et 200 à 250 villages dans une vingtaine de pays. Le but est d'en faire l'analyse quantitative et comparative la plus détaillée au monde sur le rôle des forêts tropicales dans la réduction de la pauvreté. En décembre 2006, 24 efforts de collecte de données étaient en cours ou achevés (4) ; tous les jours entre 50 et 60 ménages sont interrogés dans le cadre des recherches menées pour le PEN. L'équilibre géographique est plutôt bon, même si le PEN est encore à la recherche de nouvelles études en Afrique de l'Ouest/Centrale, en Indochine et en Amérique centrale (vos propositions seront les bienvenues). La collecte des données sera achevée fin 2007/début 2008, et le projet prendra fin en 2010. Outre les partenaires du PEN qui se chargent de la collecte des données, le PEN implique des chercheurs expérimentés d'une dizaine d'universités à travers tous les continents.

Pour en savoir plus, consultez www.cifor.cgiar.org/pen

PROFOR

Hébergé dans les locaux de la Banque Mondiale, PROFOR est un partenariat entre plusieurs bailleurs animés d'un objectif commun : valoriser la contribution des forêts à la réduction de la pauvreté, au développement durable et à la protection des services environnementaux. À la réunion du Groupe d'apprentissage en décembre 2005, PROFOR a présenté les détails d'une boîte à outils sur les interactions entre pauvreté et forêts. Toutefois, nous avons eu des difficultés à joindre cette initiative pour obtenir une mise à jour à inclure dans ce bulletin.

Pour en savoir plus, consultez <http://www.profor.info/>

3. Zones humides

Groupe de travail sur les zones humides et les moyens de subsistance

Les objectifs du Groupe de travail sur les zones humides et les moyens de subsistance (*Wetlands and Livelihoods Working Group – WLWG*) sont de renforcer nos connaissances sur la relation dynamique entre la pauvreté et les zones humides, de mettre en exergue les priorités pour une intervention stratégique sur la façon dont les zones humides peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté et de promouvoir de nouveaux partenariats entre les organisations travaillant à la réduction de la pauvreté et dans le secteur de la conservation. Établi en 2004, le groupe compte désormais 130 membres environ issus d'instituts de recherche, d'agences gouvernementales et du secteur de l'environnement et du développement (mais malheureusement une très faible représentation du secteur privé). Le groupe est chargé de fournir des conseils au Projet sur les zones humides et la réduction de la pauvreté (WPRP) de Wetlands International (voir plus loin) et, dans ce contexte, certaines des principales réalisations des différentes rencontres du groupe d'action sont :

En termes de politiques : l'examen de l'intégration des questions liées à l'environnement (plus particulièrement les zones humides) dans les processus de développement et le partage d'expériences sur la meilleure façon d'y parvenir.

En termes de renforcement des capacités : l'appui à la conception et l'élaboration du Cadre de renforcement des capacités pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Est sous l'égide du WPRP.

En termes de Projets de démonstration : a joué un rôle décisif dans la sélection de cinq projets de démonstration et chaque membre du groupe d'action a été délégué auprès d'un projet particulier pour travailler aux côtés de ce projet au cours des années à venir.

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

Pour en savoir plus, consultez <http://www.wetlands.org/articlemenu.aspx?id=b3e83836-e55b-4b9d-b15b-0cfad150e36e>

Projet sur les zones humides et la réduction de la pauvreté

Comment 7 personnes peuvent-elles changer radicalement la manière de gérer les zones humides en Afrique, en Asie et en Amérique latine ? Elles ne peuvent pas. Elles laissent plutôt faire les experts. C'est là l'une des idées élémentaires à l'origine du Projet sur les zones humides et la réduction de la pauvreté de Wetlands International (ou WPRP de l'anglais *Wetlands and Poverty Reduction Project*). Le WPRP s'associe avec ceux qui ont les perspectives et les contacts requis et il aide les organisations locales à forger des partenariats entre elles. Une autre idée fondamentale à l'origine du projet est que la dégradation des zones humides et la pauvreté forment un cercle vicieux. Par conséquent, le WPRP aide les organisations de développement et les organismes de protection de la nature à travailler ensemble. Ses travaux se déroulent à une foule de niveaux différents : il peut s'agir de plaider sur les politiques (internationales), de financement de partenariat, d'initiatives de formation ou encore de la gestion pilote de zones humides désignées. 2006 a été une année très occupée pour le WPRP qui a enregistré des progrès considérables au niveau de toutes les composantes du projet :

Projets de démonstration – Cinq projets de démonstration ont été sélectionnés et inaugurés, dans le Sud-Kenya, en Afrique du Sud, en Zambie/Malawi, au Mali et en Indonésie. Les projets de démonstration sont gérés par des partenaires locaux (principalement des organisations impliquées dans le développement ou l'environnement) et les enseignements tirés de ces projets serviront à démontrer comment des moyens de subsistance durables et la réduction de la pauvreté peuvent être atteints simultanément et comment peuvent fonctionner des partenariats inter-sectoriels.

Facilité de financement initial – En ce qui concerne la Facilité de financement initial, le WPRP a clôturé le premier appel de propositions. 106 candidatures ont été reçues d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie et la sélection des bénéficiaires est en cours. Le deuxième appel de propositions sera clos en juin 2007.

Renforcement des capacités – Sur la base de consultations des parties prenantes, des modules de formation pour le renforcement des capacités ont été élaborés et la première session de Formation des Formateurs a débuté. Cette formation en anglais pour l'Afrique de l'Est et de l'Ouest s'est déroulée du 27 novembre au 15 décembre 2006 au Kenya. La première Formation de Formateurs en français se déroulera durant le premier trimestre de 2007. Les formations seront finalement dispensées à 120 décideurs et à 150 praticiens de gestion des zones humides, pour les aider à intégrer les questions liées à la réduction de la pauvreté dans les politiques et la gestion des zones humides et à intégrer les questions liées aux zones humides dans les politiques et projets de réduction de la pauvreté.

En termes de politiques – En 2006, le WPRP a contribué à l'élaboration de Stratégies nationales pour la gestion des zones humides dans quatre pays d'Afrique et il a rehaussé le profil des zones humides dans les documents stratégiques de réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest ; il poursuivra ses efforts dans ce sens en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Le WPRP a également travaillé dur pour influencer les politiques relatives à l'eau afin qu'elles reconnaissent les fonctions et la valeur des zones humides.

Pour en savoir plus, consultez <http://www.wetlands.org/articlemenu.aspx?id=12b4aa5d-96a6-4bb1-816b-e27d44b87a91>

Et enfin...

Comment être utile :

Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation

- Donnez-nous votre avis ! Le PCLG entend aider à promouvoir l'apprentissage organisationnel sur la nature, la portée et les implications des interactions entre la conservation de la biodiversité et la pauvreté. Il est donc important que les services fournis par le Secrétariat répondent aux besoins des organisations membres. Il nous serait donc très précieux de connaître votre avis sur l'utilité de ce bulletin. Dans les numéros suivants, nous avons l'intention de faire le point sur certaines des activités des organisations membres, sur les progrès accomplis dans les principales questions de recherche et sur les avancées dans les différentes régions du monde. Veuillez nous faire savoir s'il y a d'autres questions que vous souhaiteriez voir aborder. Et n'oubliez pas de consulter le site Web www.povertyandconservation.info pour en savoir plus sur d'autres activités et services susceptibles de vous intéresser, y compris notre bulletin électronique mensuel *BioSoc*.
- Envoyez-nous des informations sur les réalisations de votre organisation à propos des liens entre pauvreté et conservation pour inclusion dans le prochain numéro de PCLG News (avril 2007).
- Faites-nous part de toute autre initiative pertinente non couverte par ce magazine et dont nous devrions suivre les développements.
- Le symposium annuel du PCLG se déroulera en septembre 2007 (dates provisoires les 18 et 19 ou les 25 et 26). Faites-nous savoir si vous pensez qu'il serait bon d'y faire le point sur l'apprentissage concernant les liens entre pauvreté et conservation ou si nous devrions nous attaquer à une question brûlante d'actualité....

PCLG News Dernière Minute :

- **Aires protégées et pauvreté** – Avec l'appui du Secrétariat du PCLG, le PNUE-WCMC organise un atelier pour évaluer les méthodologies et les indicateurs des aires protégées, les 20 et 21 février. En guise de contribution à l'atelier, l'assistante de recherche du PCLG, Alessandra Giuliani, a compilé un inventaire des méthodologies actuelles d'évaluation d'impact. Il sera affiché sur le site Web du PCLG de même que les résultats de l'atelier. Le PCLG a également fourni un appui financier à un certain nombre de participants à cet atelier. Voir <http://www.povertyandconservation.info/docs/20061017> (*this link could not be found*) pour obtenir un complément d'information.
- **Société et ressources naturelles** – Une proposition a été soumise pour une session coordonnée d'articles sur les interactions entre conservation et pauvreté lors du symposium annuel de l'IASNR (International Association for Society and Natural Resources) en juin 2007. Si la proposition est couronnée de succès, les membres du PCLG présenteront les documents de cette session. Voir <http://www.issrm2007.org/> pour obtenir un complément d'information.
- **Opportunité de recherche** – Les membres du PCLG seront peut-être intéressés d'apprendre qu'un nouveau programme de recherche est en cours de développement au Royaume-Uni sur les services écosystémiques et la réduction de la pauvreté. Un appel de propositions est actuellement ouvert concernant des analyses de situation en Amazonie et dans les Andes, en Afrique semi-aride, en Inde et dans l'Hindu Kush, et en Chine. Date de clôture : le 30 mars 2007. Voir <http://www.nerc.ac.uk/research/programmes/esp/> pour obtenir un complément d'information. Des consortiums sont encouragés à se présenter, y compris des scientifiques de la région, du Royaume-Uni et d'ailleurs ; ils seront dirigés par des chercheurs de la région. L'IIED envisage de réunir un consortium afin de soumissionner pour une ou plusieurs de ces analyses. Contactez pclg@iied.org si ce projet est susceptible d'intéresser votre institution en donnant des détails de la région qui vous intéresserait et en décrivant les compétences et le savoir-faire que votre organisation pourrait amener au projet. L'appel est ouvert aux chercheurs basés dans des instituts d'enseignement du troisième cycle, des organisations de recherche ou des organisations ayant une capacité de recherche crédible.

RESSOURCES GRATUITES !!

Nous sommes heureux de pouvoir offrir aux membres du PCLG deux nouvelles publications, gratuites, susceptibles de les intéresser. Veuillez adresser un e-mail à pclg@iied.org avec votre demande* :

1. *Poverty, Wealth and Conservation* – La toute dernière édition de *Policy Matters*, la série de la Commission de l'UICN sur les politiques environnementales, économiques et sociales

2. *Parks Journal* – Numéro spécial sur les Aires conservées par les communautés

De surcroît, l'IIED a récemment produit deux documents, qui sont gracieusement offerts aux pays en développement (le prix indiqué entre parenthèses correspond au prix appliqué aux pays de l'OCDE) :

1. *Practical Tools for Community Conservation in Southern Africa* – Le tout dernier numéro du périodique phare de l'IIED *Participatory Learning and Action* (anciennement *PLA Notes*) (£20/\$32)

2. *Local Action, Global Aspirations* – Le rôle de la conservation communautaire dans la réalisation d'objectifs internationaux en matière d'environnement et de développement (£10/\$18).

Si d'autres membres du PCLG souhaitent signaler des ressources gratuites dans les prochains numéros de PCLG News, qu'ils n'hésitent pas à nous le faire savoir.

*Veuillez noter que si la demande dépasse l'offre disponible, les publications pourront être limitées à un exemplaire par organisation au lieu d'un par personne.